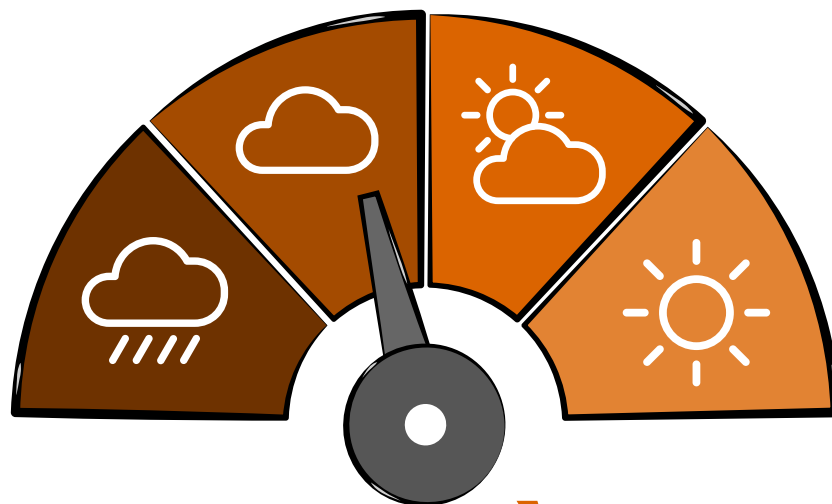


ENQUÊTE DE CONJONCTURE DES ENTREPRISES



BAROMÈTRE DE L'ÉCONOMIE

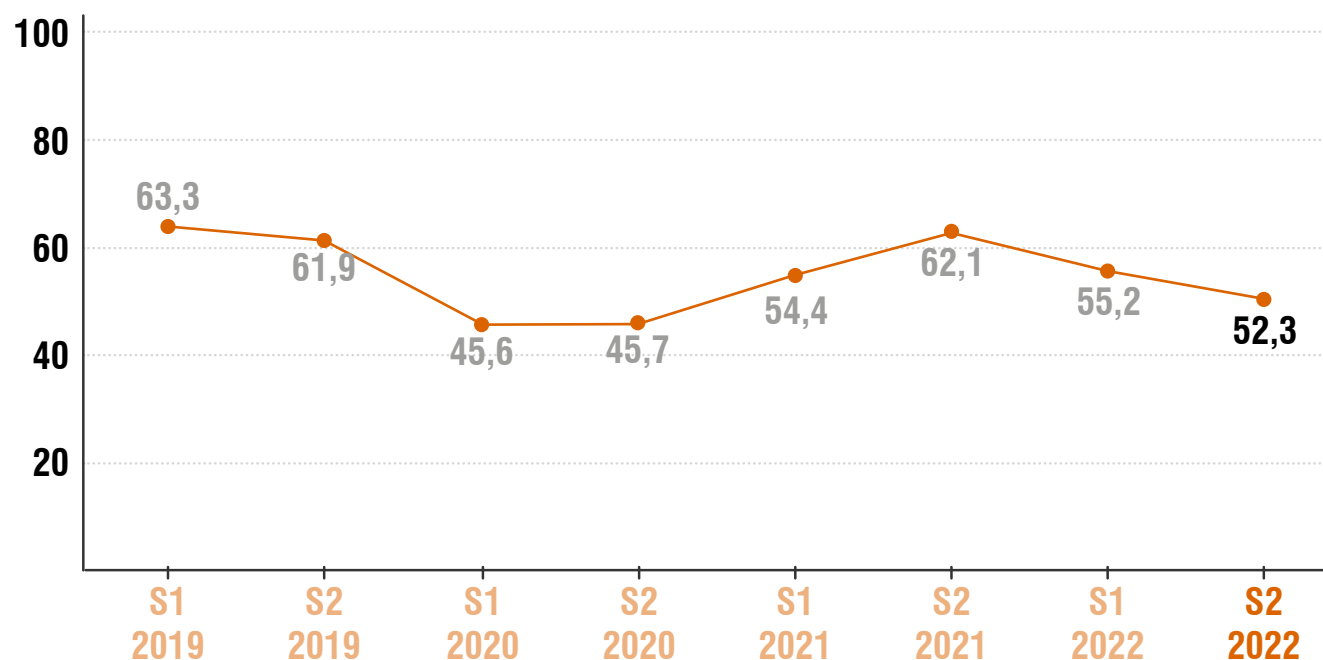
ÉDITION 2^E SEMESTRE 2022

FOCUS THÉMATIQUE :
ÉLECTIONS 2023

LA CONJONCTURE

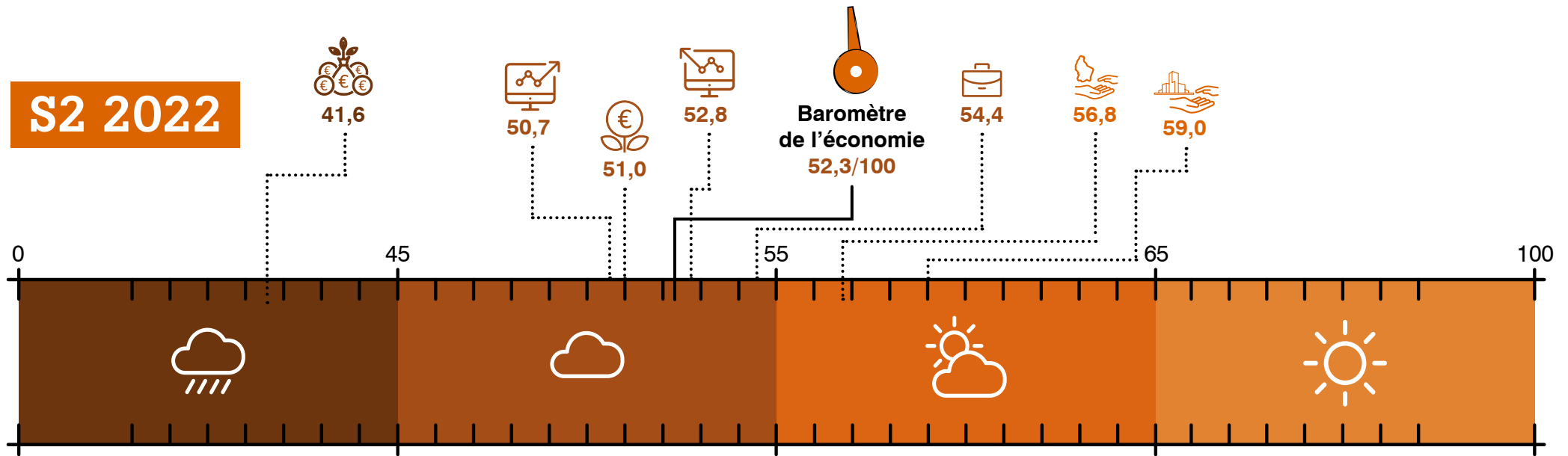
Temps maussade, ciel chargé, le climat des affaires s'assombrit davantage, dans un contexte de tensions géopolitiques persistantes, de hausse rapide des prix et donc d'inflation, et de grande incertitude pour les mois à venir. Avec un recul de 2,9 points par rapport à l'édition précédente, le score s'élève à 52,3 points, son plus bas niveau depuis fin 2020. Outre une relative stagnation des perspectives d'investissement pour la majorité des entreprises sur les 6 prochains mois par rapport au premier semestre 2022, l'inquiétude transparaît dans nombre d'indicateurs de conjoncture. S'agissant de l'activité, les entreprises interrogées sont plus pessimistes qu'au semestre précédent, 78 % d'entre elles prévoyant une baisse ou une stagnation pour les 6 prochains mois. Les prévisions sur les exportations et la rentabilité sont également généralement en baisse. S'agissant de l'emploi, les perspectives varient selon les secteurs, dans un contexte de pénurie de main-d'oeuvre et de hausse significative du nombre d'emplois vacants. Par ailleurs, les conséquences de l'environnement économique sur les entreprises en 2023 s'annoncent déléteres pour l'ensemble de l'économie, les secteurs du commerce, de l'industrie et de l'Horeca étant particulièrement exposés à la hausse des prix de l'énergie et de certaines matières premières, tels que les métaux rares et les denrées alimentaires.

Évolution du score du Baromètre de l'Économie*

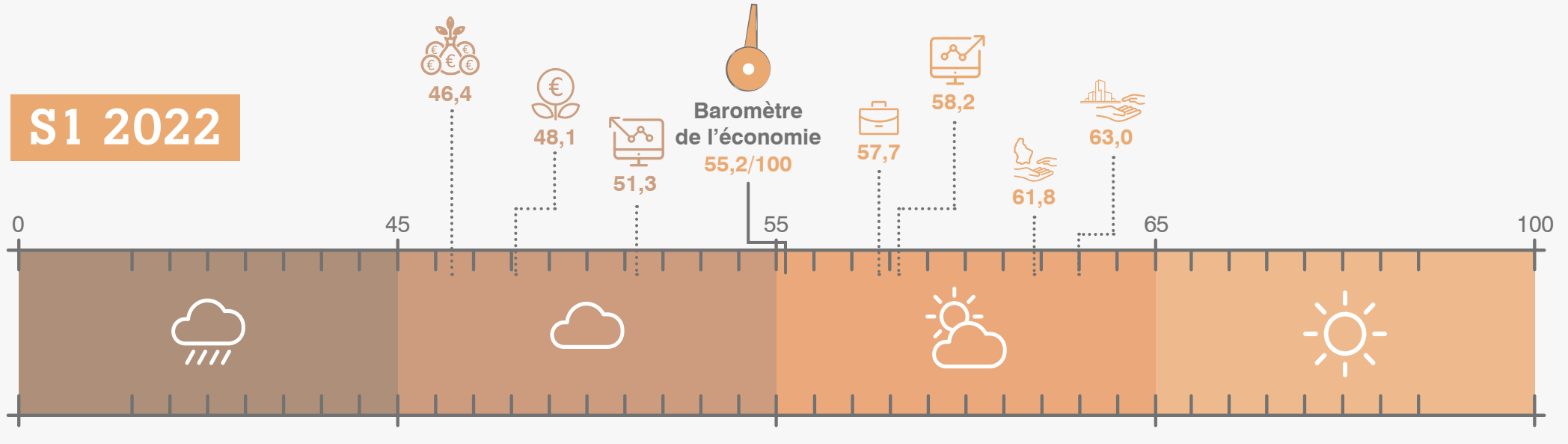


* Le score du Baromètre de l'Économie (sur 100) correspond à la moyenne des 7 indicateurs de conjoncture : confiance dans l'avenir (entreprise et économie), activité (six derniers mois et six prochains mois), emploi, rentabilité et investissement.

S2 2022



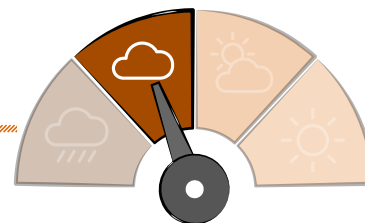
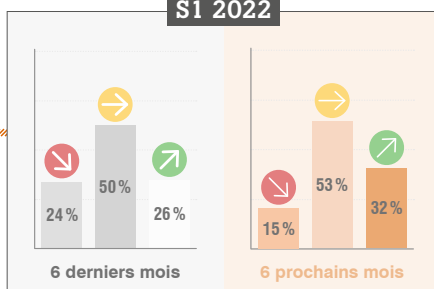
S1 2022



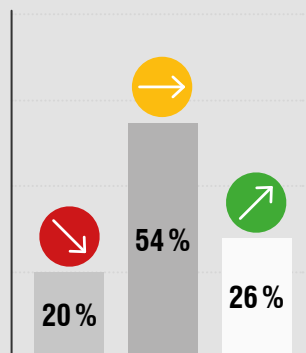
- Activité des 6 derniers mois
- Investissements
- Confiance dans l'avenir de l'entreprise
- Activité des 6 prochains mois
- Rentabilité
- Emploi
- Confiance dans l'avenir de l'économie luxembourgeoise
- Baromètre de l'Économie

Activité

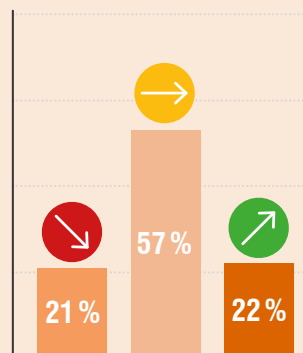
S1 2022



L'activité au cours des 6 derniers mois était :



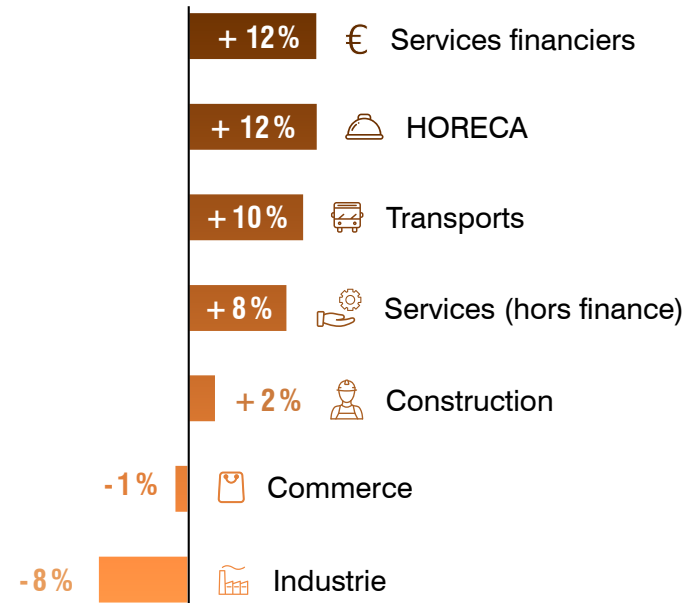
L'activité pour les 6 prochains mois devrait être :



↘ En diminution
 → Stable
 ↗ En augmentation

Les effets des crises géopolitiques et énergétiques mondiales sur l'activité des entreprises se sont renforcés au cours des six derniers mois. Les anticipations des dirigeants d'entreprises pour le premier semestre 2022 étaient plus optimistes que les résultats observés à ce jour. Alors que 15% des sondés prédisaient une baisse de leur activité au printemps, ils sont 20% à déclarer une contraction à l'automne, le recul effectif atteint 20%. Sur cette même période, l'activité était en hausse pour 26%, en comparaison des 32% escomptés. Les dirigeants anticipent une dégradation du climat des affaires pour les six prochains mois, 22% seulement des dirigeants prévoyant une amélioration de leur activité et 21% anticipant une chute. Le pessimisme est particulièrement visible dans les secteurs de l'industrie, de l'Horeca et du commerce, avec respectivement 36%, 28% et 26% des entreprises qui anticipent une baisse de leur activité.

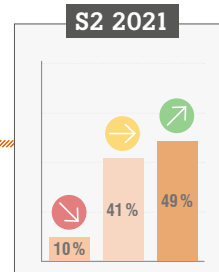
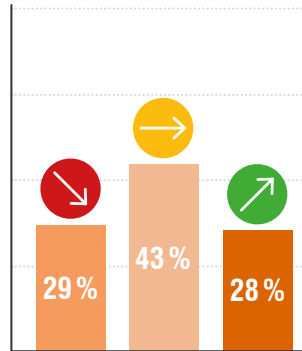
Différentiel entre la part des entreprises avec activité en hausse et celles avec activité en baisse :



La part des activités en hausse sur les six derniers mois est supérieure à la part des activités en baisse, le secteur des transports, tout comme celui de l'Horeca passant respectivement de -6% à +10% et de -25% à +12% entre le premier et le second semestre 2022 et revenant en territoire positif pour la première fois depuis la pandémie. Si l'activité des services financiers est en hausse, le différentiel entre la part des entreprises dont l'activité augmente et celle dont elle baisse recule de 9 points par rapport à l'édition précédente, pour figurer à 12% (loin derrière les +43% enregistrés au premier semestre 2021 et en baisse continue depuis). En outre, les entreprises de l'industrie, particulièrement affectées par la hausse des prix de l'énergie, voient leur différentiel retomber dans le rouge par rapport au semestre précédent, passant de 0% à -8%.

Exportations

Évolution attendue du chiffre d'affaires à l'exportation pour 2023

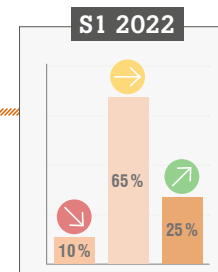
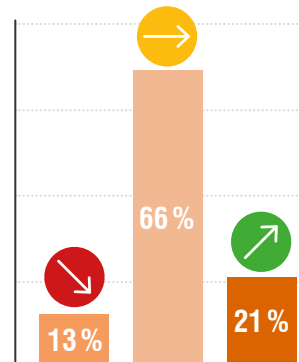


La part des entreprises interrogées actives à l'exportation est passée de 24% au deuxième semestre 2021, à 17%, à l'automne 2022. Par ailleurs, 29% des dirigeants interrogés s'attendant à une baisse de leur chiffre d'affaires à l'exportation, comparé à 10% à l'automne 2021. L'évolution attendue du chiffre d'affaires à l'exportation pour 2023 varie selon les secteurs. Les dirigeants des secteurs de l'industrie, de la construction et du commerce anticipent un recul de leurs résultats ventes à l'étranger, dans des proportions respectives de 40%, 39% et 25%. A l'inverse, 42% des entreprises exportatrices dans les transports et 47% dans les services hors finance prévoient des résultats en hausse. Les services financiers, quant à eux, sont plus mitigés pour leurs perspectives, une part égale des sondés (34%) estimant que les activités seront orientées à la baisse ou à la hausse.

Emplois

Effectifs pour les 6 prochains mois :

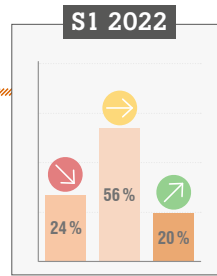
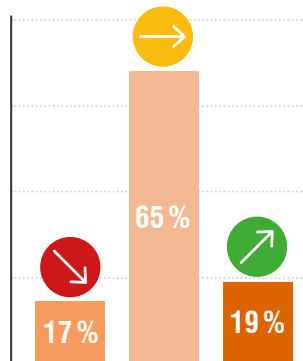
Malgré le contexte incertain et les difficultés, 2/3 des entreprises interrogées prévoient de maintenir leurs effectifs au cours des six prochains mois. 21% des dirigeants comptent augmenter les emplois au sein de leur organisation, contre 13% qui les reverraient à la baisse. Ces résultats soulignent le dynamisme du marché du travail, dans un contexte de pénurie de main-d'œuvre de plus en plus marqué.



Les secteurs qui prévoient de créer le plus d'emplois au cours des six prochains mois sont les services financiers (38% des personnes interrogées anticipent une hausse des effectifs) et les transports (25%), suivis de près par les services hors finance (22%), alors que le nombre de postes vacants ne cesse de croître. A contrario, les dirigeants de l'Horeca et de l'industrie anticipent majoritairement une contraction nette de l'emploi, pour respectivement 21% et 13% d'entre eux.

Investissements

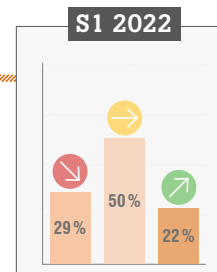
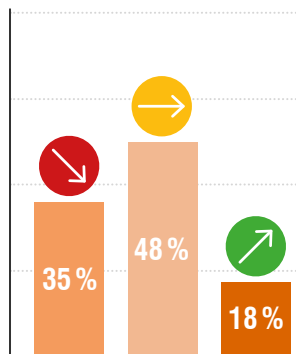
Pour les 6 prochains mois :



Pour plus de six entreprises sur dix, la stabilité reste de mise en matière d'investissements au cours des six prochains mois : seulement 2 entreprises sur 10 prévoient de les augmenter et 17 % de les réduire. À l'échelle des secteurs, la situation est contrastée. L'industrie et la construction affichent un degré d'inquiétude particulièrement élevé (respectivement 39 % et 21 % des personnes interrogées anticipent des baisses d'investissement). Pour l'industrie en particulier, le différentiel entre la part des sondés qui anticipent une hausse et celle qui anticipent une baisse atteint -26%. À l'inverse, les dirigeants des transports, des services hors finance, des services financiers et particulièrement de l'Horeca affichent un différentiel positif. 37 % des entreprises de l'Horeca et plus d'1/4 (26 %) des dirigeants des services financiers interrogés anticipent une hausse de leurs investissements. Quant au commerce, il est partagé à parts égales entre des perspectives de baisse et de hausse (20 % des sondés dans les deux cas).

Rentabilité

Pour les 6 prochains mois :

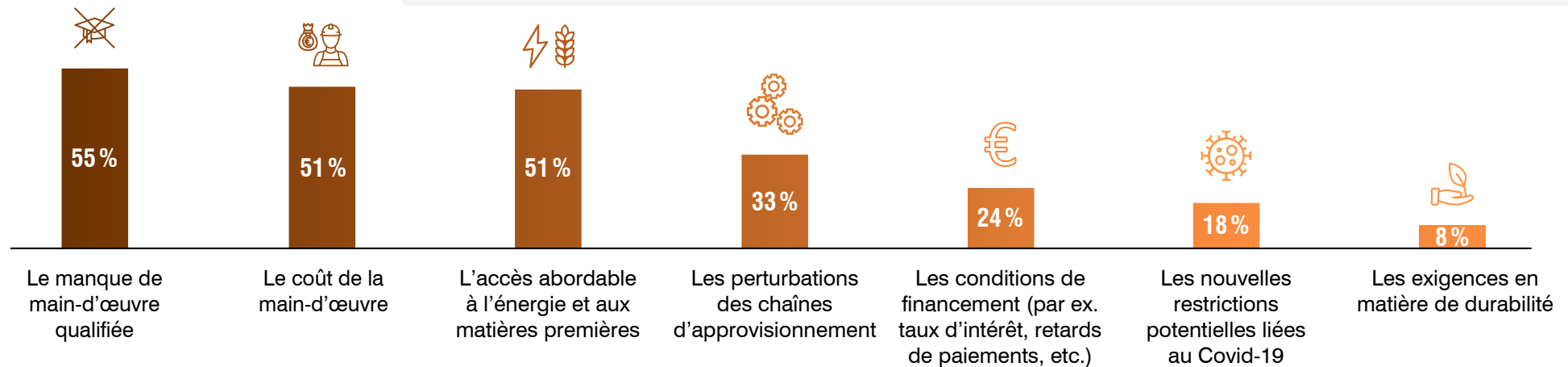


Subissant les effets de la crise géopolitique actuelle et de l'envolée des prix de l'énergie, plus d'1/3 des entreprises anticipe une dégradation de sa rentabilité au cours des six prochains mois, contre 18 % qui présagent une amélioration. La part des entreprises qui anticipent une dégradation de leur rentabilité comparée à la part qui prévoit une amélioration est négative dans l'ensemble des secteurs, à l'exception des services financiers (+15%). Les entreprises voient rouge en particulier dans le secteur du commerce (41 % des sondés s'attendent à une baisse) et de l'industrie (60%).

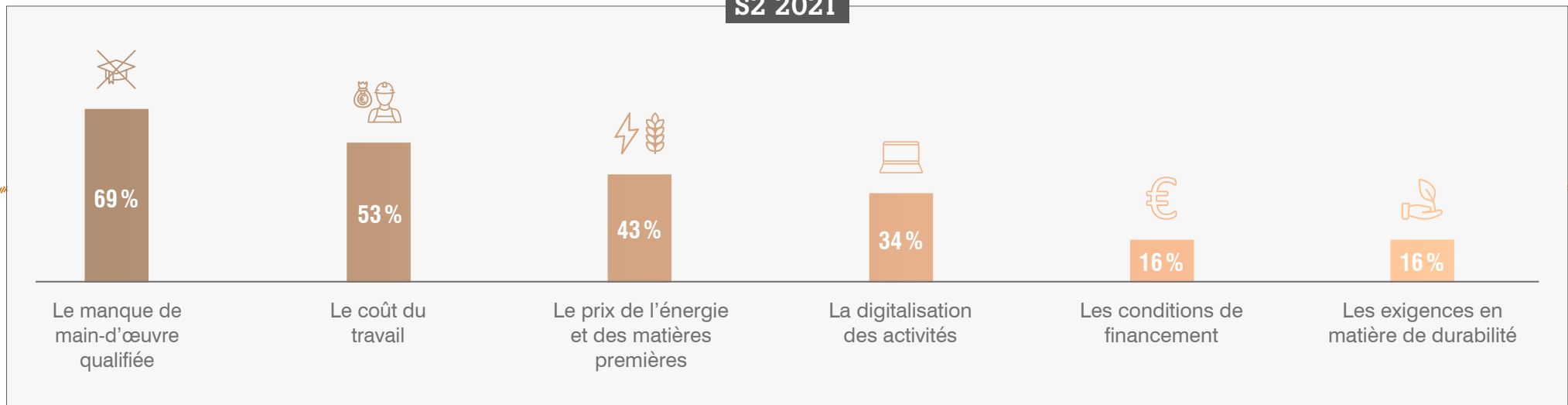
Défis

Les défis du développement économique des entreprises pour 2023* :

Tout comme les années précédentes, le manque de main-d'œuvre et le coût du travail sont perçus par respectivement 55 % et 51 % des dirigeants d'entreprises comme les principaux défis au développement économique. Préoccupation de plus en plus présente, l'accès abordable à l'énergie et aux matières premières devrait affecter l'activité des entreprises en 2023 selon 51 % des participants à l'enquête. Par ailleurs, 33 % des sondés anticipent des conséquences des perturbations des chaînes d'approvisionnement sur leur activité et 24 %, des effets des conditions de financement (retrouvant ainsi, après un recul pour 2020, son niveau d'anticipation de l'année 2021). L'impact de nouvelles restrictions potentielles liées au Covid sur le développement économique sera également un défi pour 18 % d'entre eux. Enfin, seules 8 % des entreprises perçoivent les exigences en matière de durabilité comme un défi (alors qu'elles étaient 16 % à anticiper des effets pour 2022).



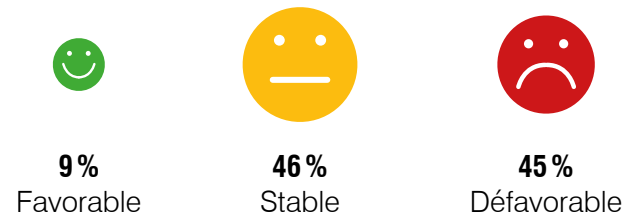
S2 2021



* Selon la liste de défis proposée par l'European Economic Survey d'Eurochambres (pour l'édition 2023).

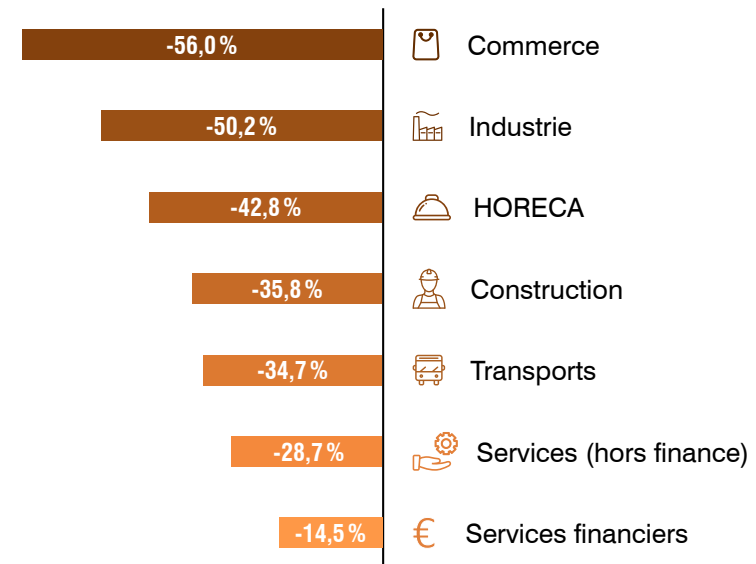
Environnement économique

Influence attendue de l'environnement économique sur les entreprises en 2023



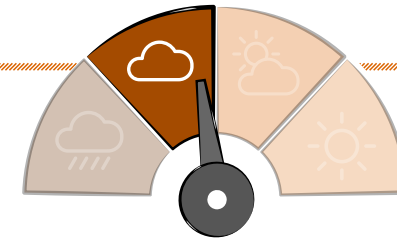
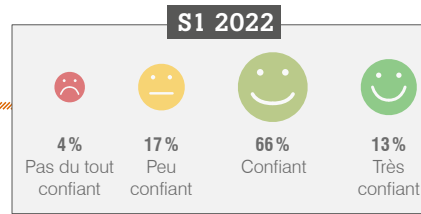
L'influence attendue de l'environnement économique sur les entreprises en 2023 est nettement moins favorable qu'il y a un an. Si 46 % des dirigeants anticipent des effets stables, la même proportion (à 1 point de pourcentage près) prévoit un impact défavorable sur son entreprise. Le nombre de personnes craignant des effets négatifs de l'environnement économique sur leur activité a été multiplié par 5 entre le second semestre 2021 et l'automne 2022 (passant de 9 % à 45 %).

Influence de l'environnement économique sur l'entreprise par secteur en 2023 (% d'entreprises)



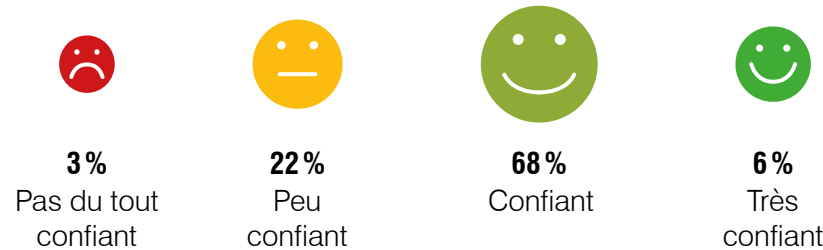
L'ensemble des secteurs anticipe un impact nettement négatif de l'environnement économique sur leur activité en 2023. Les craintes les plus fortes s'observent dans les secteurs du commerce et de l'industrie, avec un différentiel entre la part des entreprises qui anticipe un impact positif et celle qui prévoit des effets négatifs sur leur entreprise de respectivement -56 % et -50 %. Les services hors finance et les services financiers affichent, quant à eux, un pessimisme plus modéré, bien plus marqué cependant que pour les anticipations pour 2022 (le différentiel passe respectivement de +22 à -29 % et de +29 % à -15 %).

Confiance

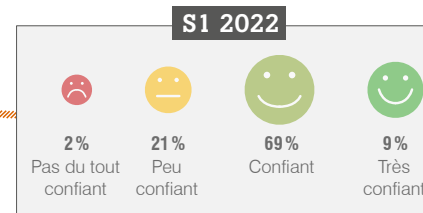


Malgré les incertitudes, la confiance des dirigeants dans leur entreprise reste relativement élevée, 74% d'entre eux étant confiants ou très confiants pour leur avenir à 2-3 ans (comparés aux 79% du premier semestre 2022). Néanmoins, si la part des sondés qui ne sont pas du tout confiants restent minoritaires, ils sont plus nombreux à être peu confiants (de 17% à 22%) et moins nombreux à se dire très confiants qu'au semestre dernier (de 13% à 6%).

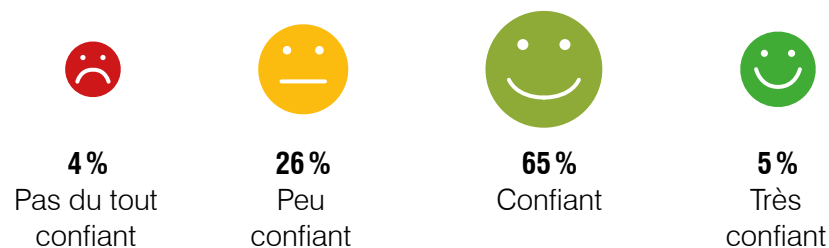
Quel sentiment de confiance des entreprises pour leur avenir à moyen terme ?



Le secteur financier est le plus confiant (83% de ses dirigeants sont confiants ou très confiants), suivi de près par les services hors finance. À l'inverse, plus d'1/3 des dirigeants du commerce (34%) se déclarent peu ou pas du tout confiants, seuls 66% des acteurs restant confiants, contre près de 80% au semestre dernier. Le constat est similaire pour le secteur de l'Horeca, avec une part totale des sondés non confiants également forte (34%), nettement supérieure à celle des services hors finance et financiers, les plus sereins (respectivement 18% et 17%).



Quel sentiment de confiance pour l'avenir à moyen terme de l'économie luxembourgeoise ?



La confiance des entreprises dans l'avenir à 2-3 ans de l'économie luxembourgeoise recule de 8 points par rapport au semestre précédent, pour atteindre 70% (niveau inégalé, inférieur à celui enregistré en période de pandémie).

De forts écarts apparaissent suivant les secteurs. 41% des dirigeants de l'Horeca émettent de sérieuses réserves quant à l'avenir à moyen terme de l'économie luxembourgeoise, 34% dans le secteur du commerce et 33% dans la construction. Les plus optimistes sont les entreprises des transports (83% des personnes sondées sont confiantes ou très confiantes), suivies par les secteurs de l'industrie et des services financiers, pour lesquels huit entreprises sur dix sont optimistes.

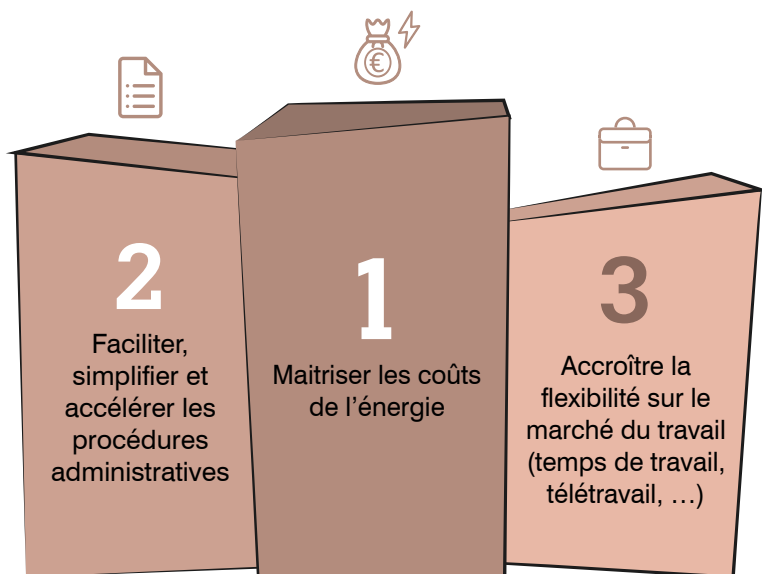
FOCUS THÉMATIQUE :

ÉLECTIONS 2023

Le choix de la thématique propre à cette nouvelle édition du Baromètre de l'Économie est quelque peu différent des précédentes publications. Il était important pour la Chambre de Commerce de récolter le sentiment des entreprises en cette période pré-électorale, afin de pouvoir nourrir ses différents travaux, dans le but de représenter au mieux les entreprises dans cette période charnière.

Des grandes tendances telles que la maîtrise des coûts pour les entreprises et la flexibilisation de l'organisation du travail ressortent largement comme des priorités. Il en ressort aussi un élément optimiste, car malgré les crises qui se succèdent et des sujets prioritaires et urgents pour les entreprises, le changement climatique et la transition écologique transparaissent. Néanmoins, l'inquiétude des entreprises ressentie quant à leur rentabilité et leur compétitivité sur le long terme est flagrante.

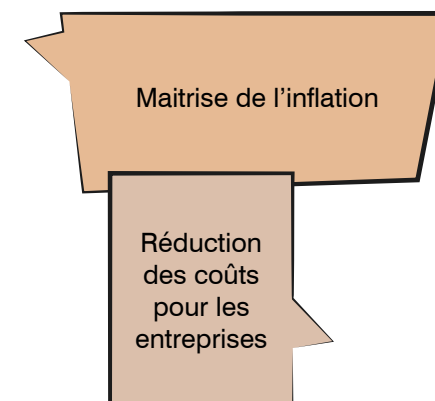
TOP 3 DES PRIORITÉS POUR LE PROCHAIN GOUVERNEMENT



DOMAINES DANS LESQUELS LE LUXEMBOURG EST JUGÉ COMME ÉTANT LE MOINS COMPÉTITIF



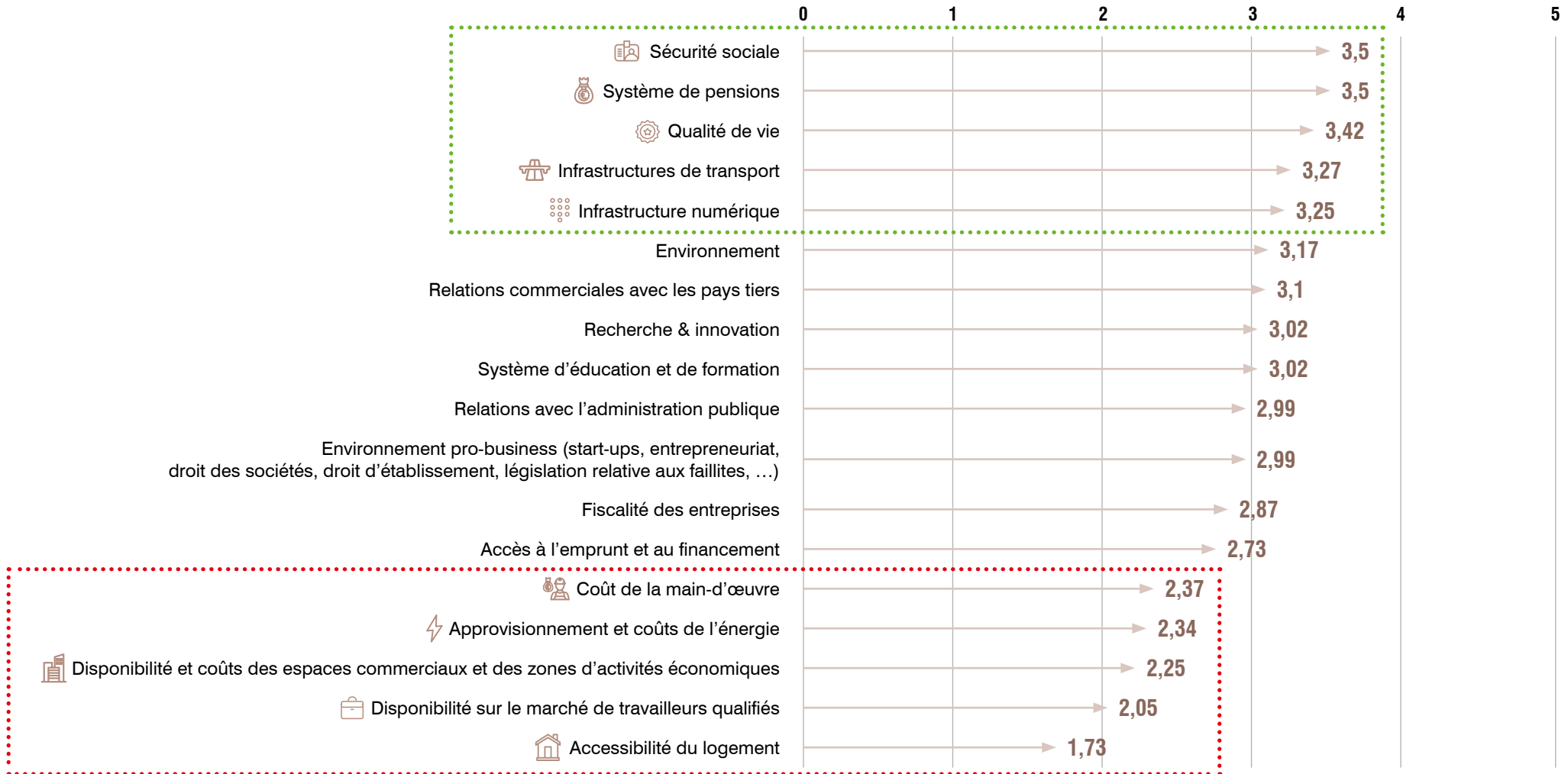
LES DEUX MAÎTRES-MOTS DE LA PROCHAINE LÉGISLATURE



Compétitivité

Evaluez la compétitivité du Luxembourg en tant que site économique dans les domaines suivants

(0 = compétitivité insuffisante - 5 = très bonne compétitivité) :



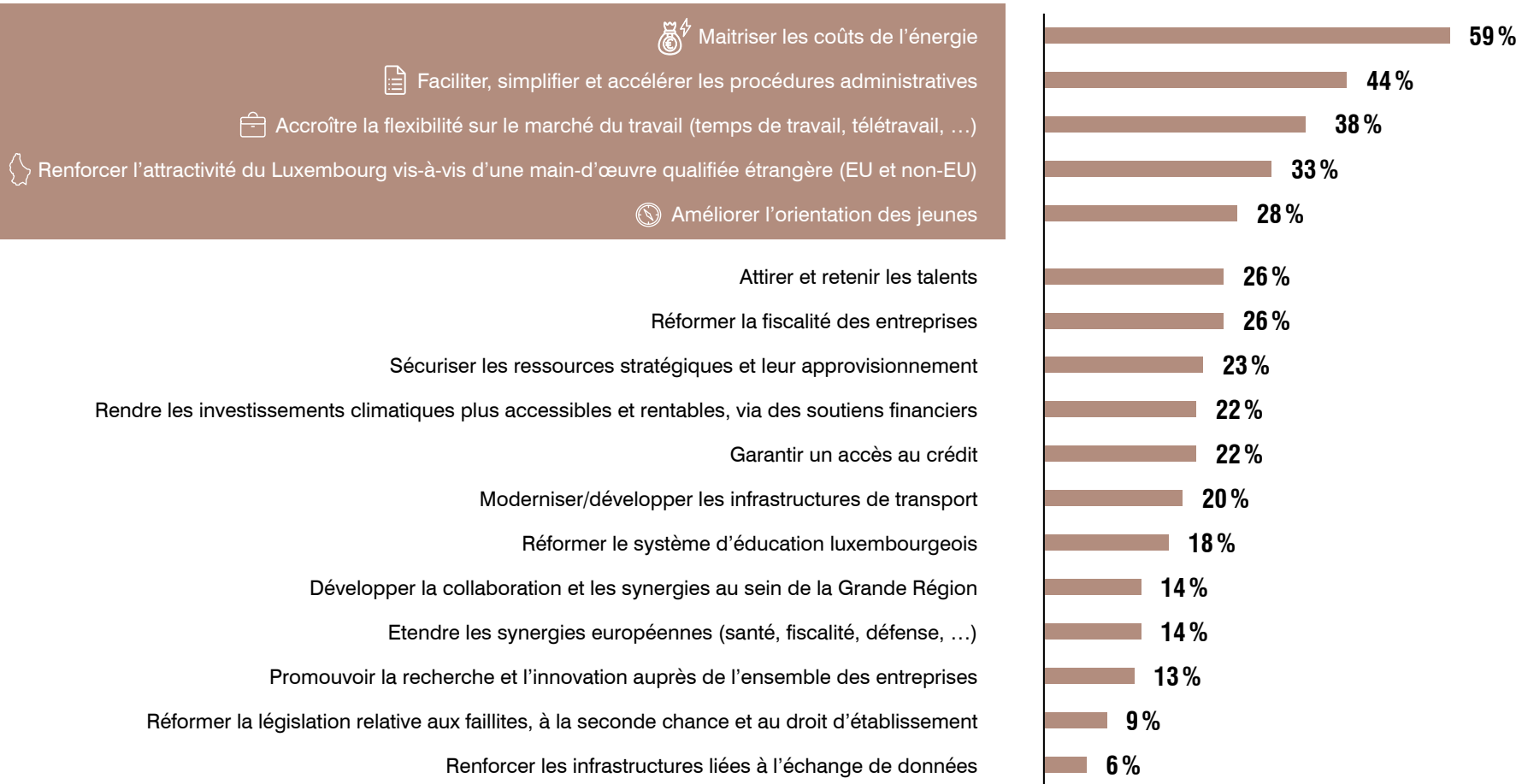
Les chefs d'entreprises interrogés estiment plutôt bonne la compétitivité du Luxembourg en tant que site économique concernant la sécurité sociale, le système de pensions, la qualité de vie, les infrastructures de transport, ainsi que concernant les infrastructures numériques. A contrario, l'accessibilité au logement, la disponibilité sur le marché de travailleurs qualifiés, la disponibilité et les coûts des espaces commerciaux et des zones d'activités économiques, l'approvisionnement et les coûts de l'énergie et le coût de la main-d'œuvre clôturent le classement.

..... 5 domaines les plus compétitifs

..... 5 domaines les moins compétitifs

Priorités

Quelles devront être selon vous les priorités du Gouvernement ? (5 réponses étaient possibles)



A la question, quelles devront être les priorités du Gouvernement pour la prochaine législature, près de 60% des répondants ont coché « Maitriser les coûts de l'énergie ». Viennent ensuite sur le podium « Faciliter, simplifier et accélérer les procédures administratives » et « Accroître la flexibilité sur le marché du travail ». A l'inverse, « Promouvoir la recherche et l'innovation auprès des entreprises », « Réformer la législation relative aux faillites, à la seconde chance et au droit d'établissement » et « Renforcer les infrastructures liées à l'échange de données » ne sont pas vus comme des sujets à mettre au cœur du prochain débat législatif.

Maîtres mots

Quel devra être le maître mot de la prochaine législature (2023-2028) ? (3 réponses étaient possibles)

MAITRISE DE L'INFLATION **RÉDUCTION DES COÛTS POUR LES ENTREPRISES**

ATTRACTIVITÉ (DE NOUVELLES ENTREPRISES, DE NOUVEAUX INVESTISSEMENTS ET DES TALENTS)

MOBILITÉ
COMPÉTITIVITÉ

RECHERCHE ET INNOVATION

LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

RÉSILIENCE

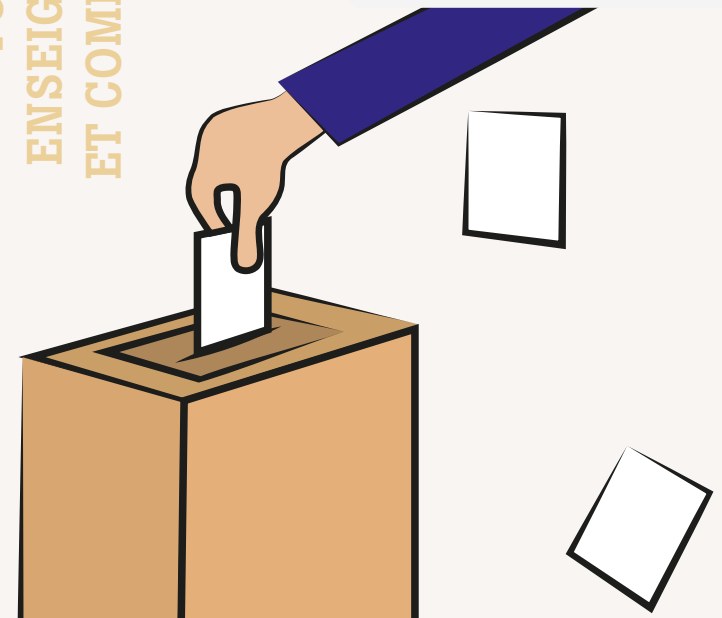
FLEXIBILITÉ DE L'ORGANISATION DU TRAVAIL

TRANSITION DIGITALE

SOUTENABILITÉ DES FINANCES PUBLIQUES

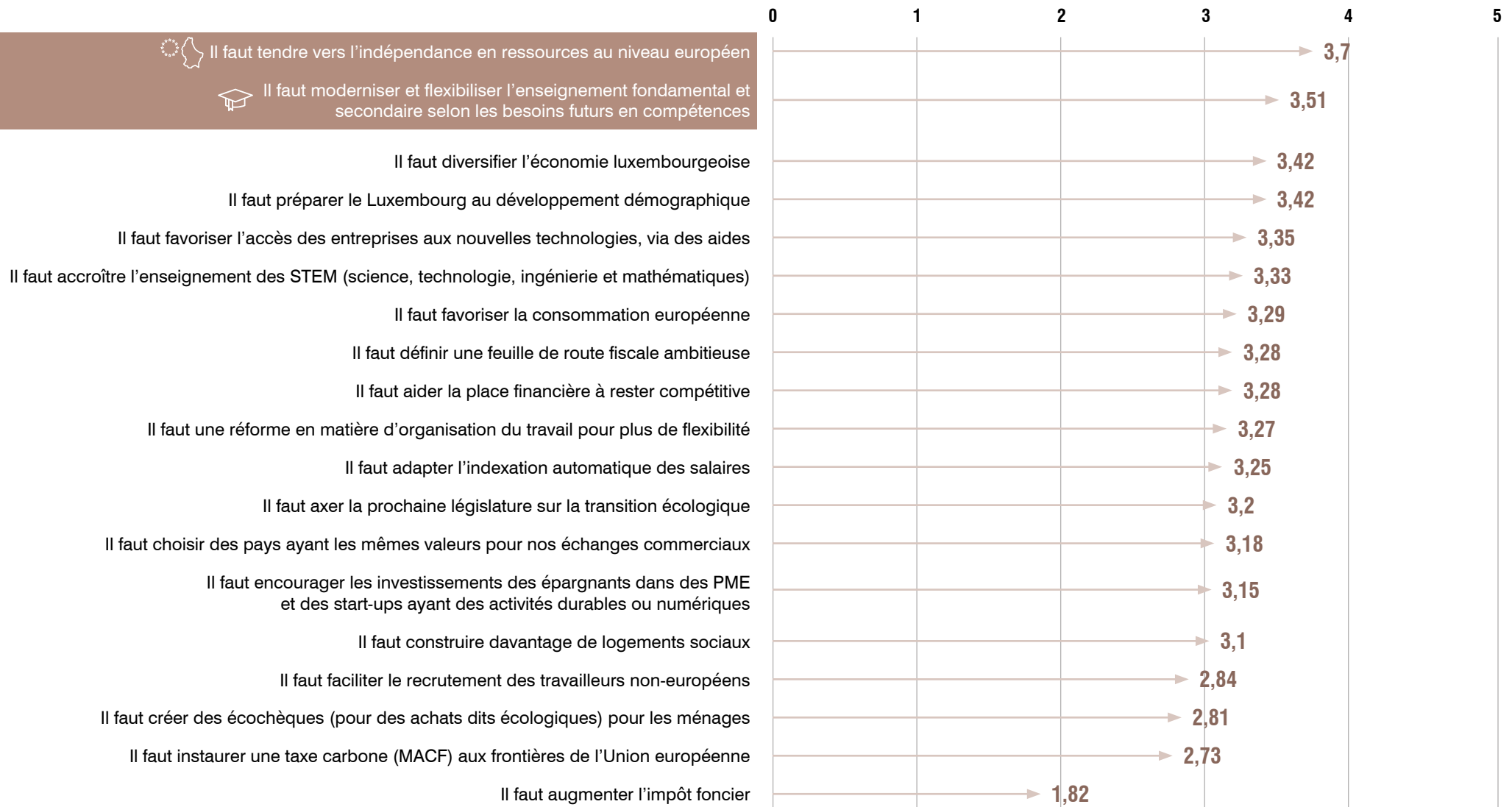
FORMATION, ENSEIGNEMENTS ET COMPÉTENCES

Sans surprise et en cohérence avec les précédentes réponses, la maîtrise de l'inflation est considérée pour une large majorité des sondés comme devant être le maître mot de la prochaine législature. Arrive en deuxième position pour près de 50% des répondants la réduction des coûts pour les entreprises, suivie pour 30% des répondants de la lutte contre le changement climatique et le développement durable. La flexibilité de l'organisation du travail devra aussi faire partie du débat à la lecture de ces résultats.



Opinions

Comment évaluez-vous les déclarations suivantes ? (de 0 = fortement pas d'accord à 5 = fortement d'accord)

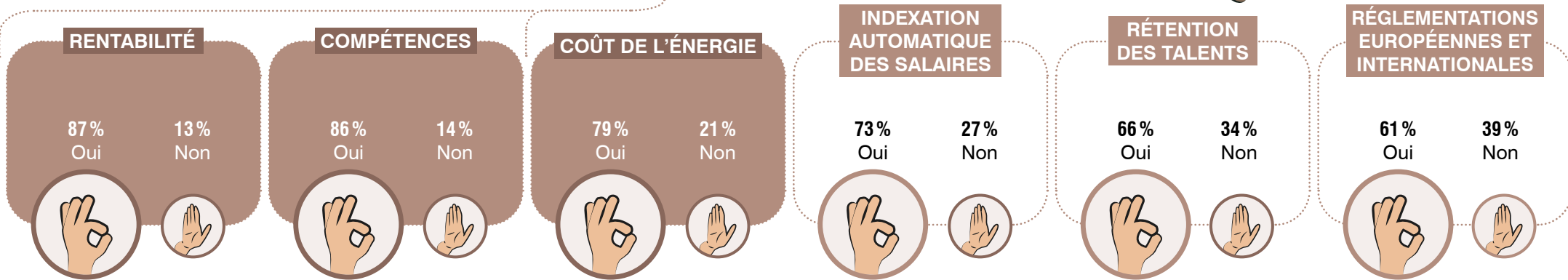
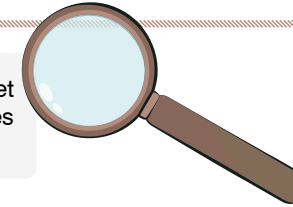


Quand il s'agit d'évaluer la pertinence de certaines des thématiques pour la période électorale à venir, deux d'entre elles obtiennent une moyenne supérieure à 3,5, la note de 0 correspondant à un fort désaccord et la note de 5 à un réel accord. Selon les répondants, il faut tendre vers l'indépendance en ressources au niveau européen et il est nécessaire de moderniser et flexibiliser l'enseignement fondamental et secondaire selon les besoins futurs en compétences. À l'inverse, augmenter l'impôt foncier ou instaurer une taxe carbone aux frontières de l'Union européenne ne recueillent que peu de suffrages.

Enjeux stratégiques

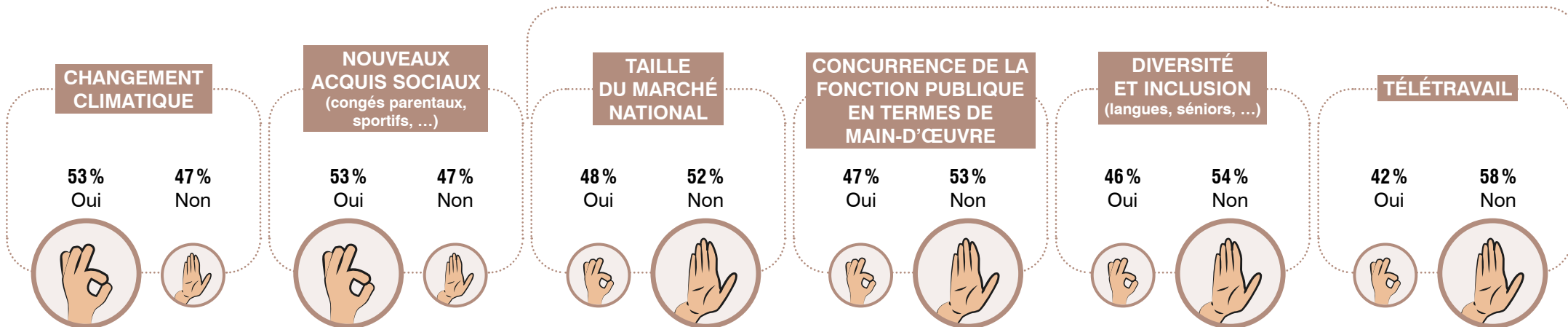
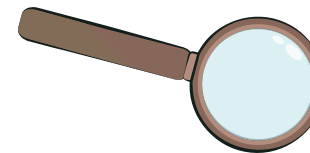
Les défis suivants constituent-ils des enjeux stratégiques pour votre entreprise ?

Avec des scores records de près de 90%, la rentabilité et les compétences constituent les deux enjeux stratégiques majeurs actuels des entreprises luxembourgeoises.



Pour une large majorité des répondants, dans l'ordre, le coût de l'énergie, l'indexation automatique des salaires, la rétention des talents, les réglementations européennes et internationales, le changement climatique et les nouveaux acquis sociaux constituent également des enjeux stratégiques importants pour les dirigeants interrogés.

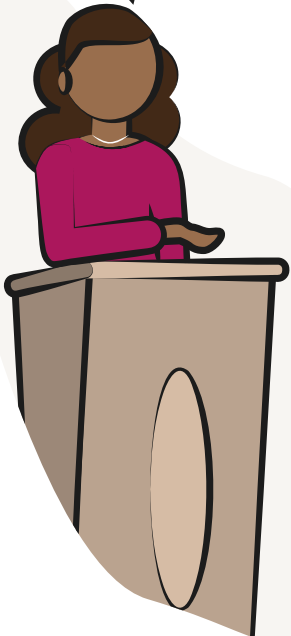
La taille du marché national, la concurrence de la fonction publique en termes de main-d'œuvre, la diversité et l'inclusion ne constituent pas des enjeux stratégiques actuellement. Que le télétravail arrive en bas de classement concernant ce sondage semble toutefois étonnant au vu des réponses précédentes.



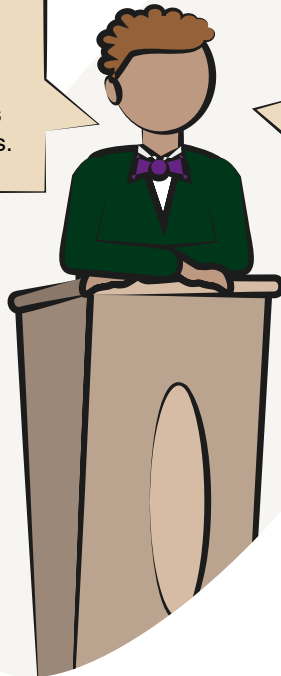
Mesures idéales

Avez-vous une idée de mesure qui changerait le quotidien de votre entreprise ?

Flexibilisation du temps de travail en général et du télétravail en particulier pour les frontaliers, tout en envisageant une harmonisation au moins dans la Grande Région.



Simplifier massivement les différentes démarches administratives des entreprises.

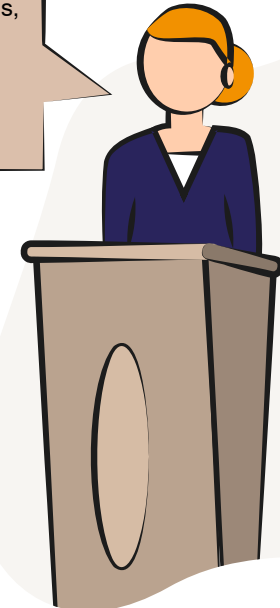


Les entreprises ont encore besoin d'aides diverses pour maintenir l'emploi, l'investissement et permettre les transitions malgré les crises.




Faciliter l'accès au travail pour l'ensemble de la main-d'œuvre, permettre les formations nécessaires et revaloriser l'emploi technique et manuel.

Alléger la fiscalité des petites entreprises pour diminuer leurs charges, tout en réformant le système d'indexation, d'intéressement et d'investissement.



Maîtriser les coûts énergétiques pour les entreprises permettant de maintenir leur compétitivité tout en prenant en compte la transition écologique. Envisager une harmonisation européenne ?

Parmi les mesures mentionnées par les répondants comme pouvant changer et améliorer le quotidien de leur entreprise, ce sont les 6 thématiques télétravail (pour une très large majorité), main-d'œuvre, fiscalité, coûts énergétiques, simplification administrative et aides étatiques qui sont le plus citées.



Cette huitième édition du Baromètre de l'Economie repose sur les résultats obtenus auprès de 611 entreprises de 6 salariés et plus, représentatives de l'économie luxembourgeoise. L'enquête a été menée entre le 12 et le 30 septembre 2022 par l'institut ILRES, sous la direction de la Chambre de Commerce. Le résultat du Baromètre de l'Economie (sur 100) correspond à la moyenne des sept indicateurs de conjoncture : confiance dans l'avenir (entreprise et économie), activité (six derniers mois et six prochains mois), emploi, rentabilité et investissement. L'enquête du Baromètre de l'Economie se déroule selon une périodicité semestrielle, au printemps et à l'automne.

Chambre de Commerce

7 rue Alcide de Gasperi

L-1615 Luxembourg

Tél : (+352) 42 39 39-1

E-mail : eco@cc.lu

www.cc.lu

Suivez-nous sur



[@ccluxembourg](https://www.instagram.com/ccluxembourg)